

(4)
(N° 439)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUILLET 1920.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au Budget général de 1919 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

L'exposé des motifs du projet de loi qui vous est soumis se termine par un aperçu des résultats financiers de l'exercice 1919.

Il est acquis dès à présent, nous dit-il, que, grâce à de nombreuses annulations de crédits touchant les dépenses normales et à l'appoint des plus-values enregistrées pour les recettes, ces dépenses seront largement couvertes par les ressources ordinaires et exceptionnelles du Trésor. La partie du Budget général, qui correspond au Budget ordinaire de l'État, soldera par un boni assez important.

*
* *

Le *Moniteur* du 10 juillet a publié le rendement des impôts pendant l'année 1919.

Le total des recettes ordinaires était évalué, dans le projet de Budget, à

(1) Projet de loi, n° 393.

(2) La Commission des Finances, des Budgets et des Économies est composée de MM. MECHELYNCK, président, HALLET et HOUTART, vice-présidents, VAN BELLE et DAVID, secrétaires, BOLOGNE, CARLIER, DE BRUYNE, OZERAY, PUSSEMIER, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

598,345,429 francs. Suivant les prévisions énoncées dans le rapport de la Section centrale, on pouvait s'attendre à voir cette somme s'élever à 800 millions de francs. Or, le total des perceptions réellement effectuées atteint fr. 893,457,566.83 pour les impôts indirects et autres produits; pour les impôts directs, le montant des rôles rendus exécutoires est de fr. 72,996,731.17, tandis que les prévisions s'étaient chiffrées par fr. 102,394,745.54.

Le produit des douanes, des accises, des droits d'enregistrement et de succession a dépassé de 200 millions de francs les chiffres prévus au tableau des Voies et Moyens du projet de Budget; il s'est élevé de près de 138 millions de francs au-dessus du rendement perçu en l'année 1913. Au contraire, les impôts directs n'ont apporté que des revenus inférieurs aux prévisions et aux rendements d'avant la guerre. On en jugera par les chiffres suivants, qui comprennent les contributions foncière et personnelle, le droit de patente, la taxe sur les revenus ou bénéfices réalisés par les sociétés par actions, etc., et la redevance sur les mines.

	1919	1913
Montant probable des rôles . . . fr.	99,030,000	83,230,868 48
Montant des rôles rendus exécutoires.	69,938,385 10	65,534,129 61
Termes échus et exigibles. . . .	64,110,186 36	60,072,950 31
Recouvrements	38,834,824 74	62,615,531 63

L'ensemble des recettes ordinaires normales s'élèvera donc, en fin de compte, à près d'un milliard. Quant aux recettes exceptionnelles, — impôt sur les bénéfices de guerre et produit du butin de guerre, — que le projet de Budget évaluait à 300 millions, nous n'en connaissons pas le revenu réel.

Les dépenses ordinaires normales étaient estimées
à. fr. 1,105,400,395 67

Ajoutons les crédits supplémentaires actuellement
demandés 111,216,852 81

TOTAL . . fr. 1,216,617,248 48

Réduit par les annulations de crédits auxquelles il est fait allusion plus haut, ce total sera de beaucoup inférieur au montant des recettes destinées à le balancer.

En effet, ces annulations forment un ensemble considérable, ainsi qu'on peut en juger par le tableau ci-dessous :

Annulations probables de crédits en ce qui concerne les dépenses ordinaires.

Dette publique	fr.	8,208,673	03
Dotations		»	
Justice.		7,492,000	»
Affaires Étrangères		2,672,000	»
Intérieur		5,081,970	»
Sciences et Arts		16,056,722	22
Agriculture		2,784,000	»
Travaux publics		6,567,300	»
Industrie		186,500	»
Chemins de fer		178,960,270	»
Colonies		1,473,175	14
Guerre.		»	
Finances		»	
Affaires Économiques		585,000	»
Non-Valeurs		»	
TOTAL.		fr.	230,067,660 39

Seulement, il convient de remarquer que sur ce total de 230 millions, il n'y aura qu'une soixantaine de millions à déduire des dépenses normales. D'autre part, quelques crédits non limitatifs dépasseront les prévisions.

Le boni résultant des plus-values de recettes et des annulations viendra en déduction des dépenses extraordinaires et du compte de guerre.

*
* *

Le projet de loi soumis à vos délibérations comprend :

A. — Des régularisations ;

B. — Des crédits supplémentaires.

Quant aux régularisations, outre deux imputations de minime importance, il s'agit d'autoriser le Ministre des Chemins de fer à transférer à la colonne des dépenses arriérées les disponibilités portées à la colonne des dépenses normales aux articles 59, 63, 64, 65 et 66 du tableau XVI, les dépenses arriérées n'ayant pas été prévues assez largement faute de renseignements ; il s'agit aussi de grouper en un seul crédit les avances faites pour le service de la rémunération de milice au cours de l'année 1919 et des années antérieures, les quittances de ces avances n'établissant pas de distinction entre les années.

Les crédits supplémentaires s'élèvent à :

Pour les dépenses de nature ordinaire :

Exercice 1919 : Charges normales	fr.	141,216,852	88
Exercice 1919 : Charges de guerre		37,883,263	69
Dépenses arriérées		42,780,245	71
TOTAL.		fr.	191,880,362 21

Dépenses de nature extraordinaire :

Exercice 1919 : Charges normales	fr.	16,856,000	»
Exercice 1919 : Charges de guerre		685,000	»
Dépenses arriérées : Charges normales		250,700	»
Dépenses arriérées : Charges de guerre		9,437,773	62
TOTAL		fr.	27,129,473 62
TOTAL GÉNÉRAL.		fr.	219,009,835 83

L'exposé des motifs indique que la principale cause qui a nécessité ces crédits consiste dans l'amélioration de la position du personnel de l'État.

*
* *

Un membre a formulé les observations suivantes :

Le Budget devrait avoir pour but de montrer au moyen de quelle somme le Gouvernement gère les affaires publiques. La spécialité par exercice s'impose et nous constatons cependant la multiplication des crédits demandés pour solder des arriérés.

La loi du Budget devrait précéder l'ouverture de l'exercice pour lequel la demande des crédits est faite ; nous sommes habitués à des Budgets qui sont plutôt des demandes de provision, car ce qu'on nous présente maintenant est un document rectificatif ; il modifie les prévisions précédentes et montre combien on porte atteinte à la règle de l'unité, à la sincérité du Budget.

*
* *

Nous notons ci-après, par chapitres du Budget, les observations soulevées au sujet des propositions de crédits :

Dettes publiques.

ART. 3. — Redevance pour l'entretien du canal de Terneuzen et de ses dépendances.

Dépenses normales	fr.	189,000	»
Dépenses arriérées		732,375	»

Supplément nécessité par le cours actuel du florin.

ART. 4. — *Rachat des droits de fanal.*

Dépenses normales	fr. 20,000 »
Dépenses arriérées	77,500 »

Même motif.

ART. 30^{bis} (nouveau). — *Intérêts sur les titres amortis de la dette indirecte pour la période pendant laquelle le remboursement a été suspendu par suite de la guerre.*

Dépenses de l'exercice 1919 provoquées par la guerre : fr. 2,076,107.25

Exécution d'un arrêté royal du 19 mai 1919.

ART. 31. — *Annuités souscrites par l'État pour la formation du capital d'établissement des chemins de fer vicinaux.*

Dépenses arriérées fr. 1,677,458 »

Réparation d'une omission due au trouble apporté par la guerre dans les écritures de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux.

ART. 32. — *Annuité à payer par l'État, jusqu'en 1986, à la « Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles ».*

Dépenses arriérées fr. 350,000 »

Régularisation du paiement de l'annuité de 1918.

ART. 46. — *Frais divers résultant du retrait des monnaies allemandes circulant en Belgique.*

Dépenses arriérées fr. 325,000 »

Dépense effectuée en 1918; une annulation de crédit correspondante pourra être faite sur l'exercice 1919.

Dotations.

Aux dotations, rien à signaler. Les crédits supplémentaires sont peu importants et justifiés par les augmentations de traitements, indemnités de vie chère, etc.

Justice.

Les termes du commentaire de l'article 23, page 117 du document n° 393, intitulé : *Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au Budget général de 1919*, portent ceci :

« *Dépenses arriérées.* — L'insuffisance est due à l'augmentation du prix du papier dans des proportions qu'il était impossible de prévoir et à l'importance sans cesse croissante des publications officielles. »

Les commentaires des articles 3 (p. 112), 11 (p. 114), 15 (p. 115) du même document signalent également l'élévation du prix des fournitures d'impression et de papier.

De là une des causes des crédits supplémentaires.

A cet égard, je constate le fait ci-après indiqué :

« Le *Moniteur* imprime le *Bulletin mensuel du commerce spécial de la Belgique avec les pays étrangers* (couverture), portant l'indication suivante : Quatre premiers mois des années 1919-1920.

» Au bas de la page (couverture bleue) se trouve la mention : Mai 1920. »

Or, ce document, sous une autre forme, est distribué à tous ceux qui reçoivent le *Moniteur*. De ce fait, sa publication est double.

Il est à remarquer que le *Moniteur* est distribué à de nombreux fonctionnaires.

En ce qui concerne ceux-ci, ne conviendrait-il pas de limiter la distribution du document dont s'agit à certains services, dans lesquels il est susceptible d'être conservé et consulté?

La même observation peut s'appliquer aux annexes du *Moniteur* comprenant les actes de société.

* * *

Documents parlementaires publiés au format du *Moniteur*.

Cette publication n'est-elle pas tardive?

On me dit que de ce qui concerne la session 1919-1920 rien n'a encore paru.

Il en résulte que les pièces perdent de leur intérêt.

Ne pourrait-on pas apporter un changement et se contenter des documents parlementaires-pièces imprimés par l'ordre de la Chambre? Ces pièces sont à la disposition du public.

L'imprimeur, engagé par la Chambre, doit fournir ces documents d'après son contrat.

* * *

Les documents parlementaires publiés, comme ils le sont maintenant, le sont en quantité réduite.

Affaires Étrangères.

Rien de saillant à signaler. La plupart des crédits supplémentaires sont destinés à faire face à des augmentations de traitements, au paiement de comptes arriérés ou de frais de missions. La hausse du change joue un rôle assez sérieux dans l'augmentation des traitements à payer à l'étranger.

Il y a lieu de remarquer un point obscur : il est relatif aux crédits nécessaires pour rembourser aux agents diplomatiques une retenue de 5 % opérée pendant la guerre sur leurs traitements. Les notes soumises à la Chambre ne permettent pas de comprendre la portée exacte de ces opérations.

Aux *dépenses exceptionnelles*, article 28, un crédit de 600,000 francs est demandé pour paiement d'indemnités aux agents du service extérieur en raison de faits de guerre.

Les mots « faits de guerre » semblent être employés improprement. Il rend cet article obscur. Des précisions seraient utiles.

Intérieur.

Pas d'observations.

Sciences et Arts.

Les crédits sollicités pour le Département des Sciences et des Arts n'appellent guère d'explications.

En dehors des rectifications de détail qui se produisent fatalement pour chaque exercice, la plupart des dépenses ont pour but de pourvoir aux augmentations de charges créées pour le personnel par la situation générale.

En dehors des nécessités de pourvoir à la situation du personnel, le poste le plus considérable est celui des dépenses nécessaires à la remise en état des Universités de Gand et de Liège, qui ont beaucoup souffert du passage de l'ennemi. Ces dépenses se justifient d'elles-mêmes. Une partie devra en être remboursée par les communes.

A l'article 11, un crédit de 8,000 francs est demandé pour solde des recherches à l'Institut international de sismologie, la convention ayant été dénoncée en 1916. Il serait intéressant de savoir, vu la haute utilité de ces recherches, si elles ne seront pas reprises sous une autre forme.

Agriculture.

Pour les dépenses normales de l'année 1919, le Département de l'Agriculture demande, à l'ordinaire, des crédits supplémentaires se chiffrant au total par fr. 131,656.85, soit moins de 1 % du total des dépenses prévues au Budget.

Cette somme de fr. 131,656.83 se répartit sur une dizaine de postes, et se justifie pour presque tous par des majorations de barème, pour d'autres par la hausse générale des prix. Le chiffre, minime d'ailleurs, fr. 1,779.99, demandé à l'article 23 (Institut international d'agriculture), constitue le solde de la part d'intervention de la Belgique.

Aux dépenses exceptionnelles, le crédit de 60,000 francs demandé pour l'Institut agricole, est destiné à faire face aux frais d'aménagement que la hausse des prix a majorés dans la proportion considérable que nous connaissons. Il est probable que ce supplément de crédit ne sera pas encore tout à fait suffisant.

*
* *

En ce qui concerne les dépenses arriérées, le total des crédits supplémentaires demandé est sensiblement plus élevé. Il se chiffre par 2,962,515 francs.

Lorsque le Budget de 1919 a été dressé par l'Administration, notre Gouvernement était à peine rentré depuis deux mois. Les divers services n'étaient pas encore réorganisés, les documents et renseignements sur la période d'occupation faisaient en partie défaut. C'est donc au milieu des plus grandes difficultés que le Budget a été établi, et l'on serait injuste en ne rendant pas, aux fonctionnaires qui en sont les auteurs, les hommages auxquels ils ont droit.

Des traces de cette situation se manifestent dans les libellés des causes des crédits demandés. Une série d'articles, en effet, concernent des créances et des fournitures qui n'avaient pas encore été constatées au moment de l'élaboration du Budget.

Signalons notamment dans cet ordre d'idées, à l'article 40, le poste de 605,000 francs réclamé par l'Administration des Chemins de fer de l'État et par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, pour transports effectués en 1913 et 1914. Le relevé des dépenses en question n'a été remis que tout récemment au Département de l'Agriculture.

Les autres dépenses arriérées peuvent se classer en deux catégories :

- 1° Les dépenses pour traitements, subventions de vie chère, etc.
- 2° Les dépenses pour fournitures, travaux, subventions, etc.

1. *Dépenses pour traitements, vie chère, etc.* — Il est à remarquer en premier lieu qu'une série de traitements pour les mois de novembre et décembre 1918 n'ont pas été prévus, et notamment celui du Ministre. Il y avait là une lacune qu'il était nécessaire de combler, ou plutôt de régulariser, car les traitements ont été payés.

Ensuite, beaucoup d'autres traitements, datant des années de guerre, ont été réclamés. Les créances ont été reconnues exactes et leur liquidation opérée. Ici encore, les crédits demandés ont pour but la régularisation de cette situation. Article 35, notamment 387,000 francs.

Enfin, au cours de l'année 1919, c'est-à-dire postérieurement à la confection du Budget, des subventions de vie chère avec effet rétroactif ont été votées. C'est le cas de l'article 54 : 290,000 francs.

2. *Seconde catégorie.* — Dans cette seconde catégorie doit être rangé le crédit demandé à l'article 10 : 535,000 francs.

Il s'agit ici des indemnités pour les bêtes bovines et porcines abattues par ordre de l'autorité en 1914, et des subventions promises aux provinces et restant dues pour la période d'occupation.

Aux articles 37, 38, 39 et 53, l'Administration réclame 222,000 francs environ pour rembourser les avances faites par les receveurs de l'Enregistrement et des Domaines.

L'examen des articles individuels ne donne lieu à aucune observation.

Travaux publics.

De même que les autres Départements, le Ministère des Travaux publics demande des compléments de crédit nécessités, dit-on, pour solder des arriérés et pour régulariser les dépassements de crédit résultant de la hausse des prix des matériaux et de la main-d'œuvre. Plusieurs des crédits supplémentaires semblent exagérés.

A l'article 11 du chapitre II du Budget des Travaux publics : bâtiments civils, le projet de loi contenant le Budget général des recettes et des dépenses demandait 4 millions de francs pour les dépenses normales et 2 millions de francs pour les dépenses provoquées par la guerre. On demande en plus 2,800,000 francs pour les dépenses normales, soit une augmentation de 70 %.

Aux articles concernant le personnel, les augmentations sont considérables, notamment pour le personnel adjoint pour lequel le Budget demandait 5,665,000 francs; le crédit supplémentaire qu'on propose s'élève à 2,295,000 francs pour dépenses normales, plus 2,514,300 francs pour les dépenses arriérées.

Pour les traitements d'attente des agents en disponibilité, on prévoyait 10,000 francs et l'on demande supplémentairement 40,000 francs; pour les secours accordés à défaut de pension, le Budget prévoyait une dépense de 10,000 francs et l'on réclame un complément de 60,000 francs.

Industrie, Travail et Ravitaillement.

Les crédits réclamés se justifient :

1° Du fait de l'augmentation continue du prix des divers objets de matériel qui a dépassé de loin les prévisions qui ont servi de base au calcul du montant des crédits;

2° Parce qu'il n'a pas été tenu compte, dans les prévisions qui ont servi à établir les crédits sollicités pour solder les dépenses arriérées (établissement du Budget de 1919), des nombreuses ordonnances émises pendant la période d'occupation allemande et qui, bien que visées par la Cour des Comptes, n'ont pu être payées aux bénéficiaires.

3° Au moment où a été dressé le projet de Budget, le Département n'était pas encore en possession de toute la documentation nécessaire.

4° Par suite de l'augmentation des traitements du personnel accordée postérieurement au dépôt du projet de Budget.

5° A raison des sommes destinées à rembourser « le clandestin » des avances sur traitements faites au personnel du Département.

Le montant des dépenses propres à l'exercice est de fr. 1,011,150 »

Celui des dépenses arriérées (compte de la guerre). 1,434,250 »

Il y a au chapitre des dépenses de nature extraordinaire un crédit supplémentaire demandé de fr. 9,270,873.62, somme destinée à la régularisation d'avances faites par le Trésor pour la fourniture de vivres en 1918.

Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Le Budget des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes pour 1919 s'élevait :

Charges normales fr. 454,509,160 »

Id. de guerre 497,156,972 »

Arriérés incombant en totalité au compte de la guerre. 853,475,782 »

Les crédits supplémentaires sollicités s'élèvent :

Les dépenses normales 80,041,805 »

Id. provoquées par la guerre 31,579,169 »

Id. arriérées 951,000 »

Les crédits supplémentaires pour dépenses normales se répartissent comme suit :

Administration centrale 39,000 »

Services communs, voies et travaux, traction et matériel, transports, perception et contrôle 66,675,925 »

Marine. 511,363 »

Postes, télégraphes, téléphones. 12,665,517 »

Traitements de disponibilité 25,000 »

Les crédits supplémentaires pour dépenses provoquées
par la guerre fr. 31,539,169 »
sont résumés en trois postes importants :

Réparation et renouvellement du matériel	fr. 28,775,450 »
Salaires ouvriers	1,500,000 »
Frais d'exploitation	1,250,000 »
Divers	13,719 »
TOTAL.	fr. 31,539,169 »

C'est le Budget qui sollicite les crédits supplémentaires les plus importants.

Ce supplément de plus de 80 millions est nécessité pour sept huitièmes par le relèvement des salaires et traitements qui ont dû être consentis au cours de l'exercice.

Les crédits demandés pour les autres postes nous paraissent normaux.

Il y a lieu cependant de retenir qu'une dépense totale de 3,600,000 francs avait été prévue au Budget de 1919, chapitre II, pour les imprimés, tarif, coupons de voyageurs, fournitures de bureau, et qu'un crédit supplémentaire de 4 millions de francs est demandé, soit plus que le crédit inscrit au Budget.

Si le coût du papier s'est élevé dans les proportions que l'on sait, il n'en est pas moins vrai qu'un crédit supplémentaire supérieur à la dépense portée au Budget paraît excessif.

Colonies (Métropolitain).

Le Budget des Colonies pour 1919 s'élevait :

Dépenses ordinaires	fr. 1,430,304 »
Dépenses exceptionnelles	100,000 »
TOTAL.	fr. 1,530,304 »

Les crédits supplémentaires demandés s'élèvent :

Pour les dépenses ordinaires, à	fr. 148,165 98
Pour les dépenses exceptionnelles.	14,000 »
TOTAL.	fr. 162,165 98

Ces crédits sont entièrement absorbés par les augmentations de traitements qui ont été consenties au cours de l'exercice.

Ils ne donnent pas lieu à observations.

Finances.

La plupart des crédits sollicités pour les dépenses normales visent des augmentations de traitement accordées avec effet rétroactif et pour lesquelles les sommes nécessaires n'ont pu être prévues au Budget de 1919.

Il y a donc lieu de les approuver.

Les crédits prévus pour le paiement des dépenses arriérées appellent, de notre part, quelques observations.

A l'article 5, notamment, on porte une somme de 920,000 francs pour arriérés de l'administration belge du Havre pour lesquels, dit-on, les pièces justificatives n'ont pu encore être réunies.

Il serait intéressant de savoir, dans ces conditions, comment la somme de 920,000 francs a été établie avant de voter le crédit demandé.

A l'article 20, un crédit de 1,700,000 francs est inscrit pour paiement des indemnités aux agents qui se sont distingués dans la recherche de la fraude et des indemnités relatives à l'établissement des nouveaux impôts pendant la période 1914 à 1918.

S'agit-il en l'occurrence de récompenser les agents qui ont aidé à l'application des impôts créés par les Allemands ?

Nous croyons que des explications sur ce point sont également indispensables.

Sous le bénéfice de ces réserves, il y a lieu d'approuver le supplément du Budget des Finances.

Question.

A l'article 20, une somme de 1,700,000 francs est portée pour paiement des indemnités aux agents qui se sont distingués dans la recherche de la fraude et dans l'établissement des nouveaux impôts de 1914 à 1918.

M. le Ministre voudrait-il nous faire savoir s'il s'agit ici de l'application des impôts créés par les Allemands ?

Réponse.

Les développements des tableaux annexés au Budget indiquent la nomenclature des dépenses à couvrir par les crédits repris sous l'article 20; on peut voir qu'elles se rapportent, en ordre principal, à des indemnités accordées aux porteurs de contraintes chargés des poursuites en matière de contributions directes, aux commis des accises qui ont pour mission de rechercher la fraude et de surveiller les usines dont les produits sont soumis à l'accise, aux agents des douanes chargés de la vérification des marchandises et du contrôle des importations et au personnel du cadastre pour la mise au courant des documents cadastraux. Qu'il s'agisse des impôts anciens ou des impôts nouveaux, l'attribution de ces indemnités s'est faite en vertu de règles précises et de tarifs déterminés par les règlements en vigueur.

Question.

Le Budget supplémentaire des Finances porte à l'article 3 une somme de 920,000 francs pour paiement d'arriérés de l'administration belge du Havre pour lesquels les documents justificatifs ne sont pas encore réunis.

Pouvez-vous nous donner quelques indications sur la façon dont la somme de 920,000 francs a été établie ?

Réponse.

Aucune allocation n'a été prévue à l'article 3 du Budget primitif des Finances pour comptes arriérés.

Les dépenses enregistrées s'élèvent à ce jour à 750,000 francs.

A ce chiffre, il faut ajouter une somme de 170,000 francs en vue de la liquidation de dépenses arriérées, concernant en majeure partie l'administration belge du Havre et résultant notamment de l'achat de matériel et imprimés administratifs, du transport et de la mise en sûreté en France des documents et archives des conservations des hypothèques et des bureaux de l'enregistrement de la partie non envahie du pays et du renvoi ultérieur de ces documents à leurs lieux d'origine, des fournitures destinées à l'entretien de véhicules automobiles, etc.

Affaires Économiques.

Pas d'observations.

Non-Valeurs et Remboursement.

Nous trouvons à l'article 4^{bis} une somme de 500,000 francs prévue pour application de l'impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Nous croyons que cet article ne doit pas figurer aux Non-Valeurs mais bien au Budget des Finances.

Dépenses de nature extraordinaire.

Ministère de la Justice. — Les articles 2, 4 et 7 se rapportent à des dépenses normales des exercices antérieurs.

L'article 5 comporte des sommes destinées à payer les matériaux supplémentaires fournis aux camps d'internements par les services du génie de l'armée belge.

A l'article 9, le crédit supplémentaire demandé s'élève à 650,000 francs pour l'office central belge des prisonniers de guerre. Remboursement des avances faites afin d'assurer la liquidation des secours aux prisonniers civils rapatriés.

L'article 11^{bis} — 406,000 francs pour l'achat d'un immeuble destiné aux bureaux — appelle une observation. L'attention du Gouvernement doit être attirée à nouveau sur le nombre considérable d'immeubles acquis ou pris en location depuis la guerre pour l'extension des services de l'administration centrale. La Commission des économies devra s'occuper de cette situation.

Ministère de l'Intérieur. — Le seul crédit demandé se rapporte à des dépenses effectuées en 1918 pour les services de rapatriement.

Ministère des Travaux publics. — L'article 46 se rapporte à des dépenses incombant aux exercices antérieurs. L'article 49 comporte un crédit de 65,000 francs : le coût des travaux de réfection du Tir national a dépassé les prévisions.

Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. — Le crédit demandé, très important (fr. 9,270,873.12), est destiné à la régularisation d'avances faites pour la fourniture de vivres en 1919.

Ministère des Chemins de fer. — L'exécution de la Convention conclue le 3 octobre 1919 entre le Gouvernement anglais et le Gouvernement belge nécessite un crédit de 16,450,000 francs. Il s'agit de la session à notre Administration des transports par eaux intérieures de 50 remorqueurs, 1,117 allèges et 13 canots-moteurs.

Ministère des Finances. — Un crédit de 10,000 francs pour l'appropriation des terrains provenant du démantèlement des places fortes, destiné au paiement de dépenses afférentes à des exercices antérieurs.

Il n'y a pas d'autres observations à présenter relativement aux suppléments de crédits demandés.

Sous réserve des observations formulées ci-dessus, nous vous proposons, Messieurs, de donner toute votre approbation au projet de loi qui vous est soumis.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(1)
(N^o 489)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JULI 1920.

Wetsontwerp waarbij regelingen toegestaan en bijcredieten verleend worden
aan de Algemeene Begrooting voor 1919 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, BEGROOTINGEN
EN BEZUINIGINGEN ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

De Memorie van Toelichting van het u voorgelegde wetsontwerp sluit met een overzicht van de financieele uitslagen van het dienstjaar 1919.

« Van heden af is het vastgesteld, zoo luidt zij, dat, dank zij talrijke vernietigingen wat betreft de normale uitgaven en de bijdrage der voor de ontvangsten geboekte meerwaarden, vermelde uitgaven, voor 1919, ten volle zullen gedekt worden door de gewone en de uitzonderlijke inkomsten van de Schatkist. Dit gedeelte van de Algemeene Begrooting, hetwelk de Gewone Begrooting van den Staat uitmaakt, zal met een boni sluiten dat zich tamelijk wichtig aanmeldt. »

(1) Wetsontwerp, n^o 393.

(2) De Commissie voor de Financiën, Begrootingen en Bezuinigingen is samengesteld uit de heeren MECHÉLYNCK, voorzitter, HALLET en HOUTART, ondervoorzitters, VAN BELLE en DAVID, secretarissen, BOLOGNE, CARLIER, DE BRUYNE, OZERAY, PUSSEMIER, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

* * *

Het *Staatsblad* van 10 Juli heeft de opbrengst van de belastingen tijdens het jaar 1919 bekendgemaakt.

Het totaal der ontvangsten werd in het ontwerp tot Begrooting geraamd op 598,343,429 frank.

Volgens de ramingen in het Verslag van de Middenafdeeling mocht men er zich aan verwachten, deze som tot 800 millioen frank te zien stijgen. Het totaal der werkelijk gedane inningen bedraagt fr. 893,437,566.83 voor de onrechtstreeksche belastingen en andere inkomsten; voor de rechtstreeksche belastingen bedragen de invorderbaar verklaarde rollen fr. 72,996,731.17, terwijl de ramingen fr. 102,394,745.54 bedroegen.

De opbrengst der tol-, accijns-, registratie- en successierechten bedroeg 200 millioen frank meer dan de cijfers voorzien in de tabel van 's Lands Midelen van het ontwerp van Begrooting; zij bedroeg bij de 138 millioen frank meer dan de opbrengst in 1913. De rechtstreeksche belastingen integendeel brachten minder op dan voorzien werd en dan vóór den oorlog werd geïnd. Dit moge blijken uit de volgende cijfers, die de grondlasten en personeele belasting, het patétrecht, de belasting op de inkomsten of winsten der vennootschappen, enz., en de belasting op de mijnen omvatten.

	1919		1913
	—		—
Waarschijnlijk bedrag der rollen	99,030,000	»	83,230,868 48
Bedrag der invorderbaar verklaarde rollen.	69,938,385 10		65,534,129 61
Vervallen en vorderbare termijnen	64,410,186 36		60,072,950 31
Inningen.	38,834,824 74		62,615,531 63

Het totaal der gewone normale ontvangsten zal dus, per slot van rekening, bij het milliard bedragen. Wij kennen echter de werkelijke opbrengst niet van de buitengewone ontvangsten — belasting op de oorlogswinsten en opbrengst van den oorlogsbuit — die het ontwerp van Begrooting op 300 millioen schatte.

De gewone normale uitgaven werden geschat op . . . fr.	1,105,400,395 67
Voegen wij daarbij de thans aangevraagde bijcredieten. .	111,216,852 81

TOTAAL. . . fr. 1,216,617,248 48

Na aftrek van de hierna vermelde nietigverklaringen zal dit bedrag veel lager zijn dan de ontvangsten, die als tegenwicht moeten dienen.

Inderdaad, deze nietigverklaringen maken een gewichtig totaal uit, zooals moge blijken uit onderstaande tabel :

*Waarschijnlijke nietigverklaringen van crediet wat betreft
de gewone uitgaven :*

Staatsschuld	fr. 8,208,673 03
Dolatiën	»
Justitie	7,492,000 »
Buitenlandsche Zaken	2,672,000 »
Binnenlandsche Zaken	5,081,970 »
Wetenschappen en Kunsten	16,056,722 22
Landbouw	2,784,000 »
Openbare Werken	6,567,500 »
Nijverheid	186,500 »
Spoorwegen	178,960,270 »
Koloniën	1,473,175 14
Oorlog	»
Financiën	»
Economische Zaken	585,000 »
Onwaarden	»
TOTAAL.	fr. 230,067,660 39

Men dient echter aan te merken dat, van dit geheel bedrag van 230 millioen, slechts een zestigtal millioenen zullen moeten afgetrokken worden van de normale uitgaven. Anderzijds zullen enkele onbeperkte credieten de ramingen overschrijden

Het overschot, voortspruitende uit de meerwaarden der ontvangsten en nietigverklaringen, zal worden afgetrokken van de buitengewone uitgaven en van de oorlogsrekening.

*
* *

Het u voorgelegde wetsontwerp begrijpt :

A. — Regelingen.

B. — Bijkomende credieten.

Wat de regelingen betreft, behalve twee geringe aanschrijvingen, dient de Minister van Spoorwegen gemachtigd te worden om in de kolom der achterstallige uitgaven de beschikbare posten over te dragen, vermeld in de kolom der normale uitgaven bij de artikelen 59, 63, 64, 65 en 66 der Tabel XVI, daar, bij gemis van inlichtingen, de achterstallige uitgaven in niet genoegzaam ruime mate voorzien werden; ook dienen in een enkel crediet de voorschotten te worden gegroepeerd, die gedaan werden voor de uitbetaling der militievergocding in den loop van 1919 en van de vorige jaren, daar de kwijtschriften van deze voorschotten geen onderscheid tusschen de jaren maken

De bijcredieten bedragen :

Gewone uitgaven :

Dienstjaar 1919 : Normale lasten	fr. 114,216,852 88
Dienstjaar 1919 : Oorlogslasten	37,883,263 69
Achterstallige uitgaven.	42,780,245 71
TOTAAL.	fr. 194,880,362 21

Buitengewone uitgaven :

Dienstjaar 1919 : Normale lasten	fr. 16,856,000 »
Dienstjaar 1919 : Oorlogslasten	685,000 »
Achterstallige uitgaven : Normale lasten	250,700 »
Achterstallige uitgaven : Oorlogslasten	9,437,773 62
TOTAAL.	fr. 27,129,473 62
ALGEMEEN TOTAAL	fr. 219,009,835 83

De Memorie van Toelichting vermeldt dat de bijzonderste reden van de bijcredieten ligt in de verbetering van den toestand van het Staatspersoneel

* * *

Een lid maakte de volgende aanmerkingen :

De Begrooting zou moeten ten doel hebben, aan te geven tegen welke som de Regeering het bewind voert. Het onderscheid voor elk dienstjaar is noodig en toch zien wij dat talrijke credieten worden aangevraagd om achterstallen te vereffenen.

De Begrootingswet zou aan den aanvang van het dienstjaar moeten voorafgaan, waarvoor de credieten worden aangevraagd; wij zijn gewend aan Begrotingen die veeleer aanvragen van voor-schot zijn, want hetgeen men ons thans voorlegt is eene terechtwijzing. Inderdaad, het wijzigt de vorige ramingen en bewijst hoe men inbreuk maakt op den regel van de eenheid en de oprechtheid der Begrooting.

* * *

Hieronder volgen, voor elk hoofdstuk der Begrooting, de aanmerkingen waartoe de voorgestelde credieten aanleiding gaven :

Staatsschuld.

ART. 3. — *Bijdrage voor den onderhoud van het kanaal van Terneuzen en zijne bijhoorigheden.*

Normale uitgaven	fr. 189,000 »
Achterstallige uitgaven.	732,375 »

Toeslag wegens den tegenwoordigen wisselkoers van den gulden.

ART. 4. — *Herkoop van vuurbaakrechten.*

Normale uitgaven.	fr. 20,000 »
Achterstallige uitgaven	77,500 »

^ Zelfde reden.

ART. 30^{bis} (nieuw). — *Interesten op de gedelgde titels van de onrechtstreeksche schuld voor het tijdperk, gedurende hetwelk de terugbetaling geschorst werd wegens den oorlog.*

Uitgaven van het dienstjaar 1919 wegens den oorlog : fr. 2,076,107.23.

Uitvoering van een koninklijk besluit van 19 Mei 1919.

ART. 31. — *Door den Staat ingeschreven annuïteiten voor de vorming van het stichtingskapitaal der buurtspoorwegen.*

Achterstallige uitgaven fr. 1,677,438 »

Terechtwijzing van een vergoetheid te wijten aan de verwarring, door den oorlog gebracht in de geschriften van de « Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen ».

ART. 32. — *Annuïteit tot in 1986 door den Staat te betalen aan de » Nuamlooze Vennootschap van het kanaal en de haveninrichtingen van Brussel ».*

Achterstallige uitgaven fr. 330,000 »

Regeling van de betaling der annuïteit van 1918.

ART. 46. — *Verschillende onkosten wegens intrekking van het Duitsch geld in omloop in België.*

Achterstallige uitgaven fr. 323,000 »

Uitgave in 1918 gedaan ; een gelijkwaardige nietigverklaring van crediet kan op het dienstjaar 1919 geschieden.

Dotatiën.

Niets te vermelden bij de dotatiën. De bijcredieten zijn gering en worden gebillijkt door de weddeverhoogingen, vergoedingen voor levensduurte, enz.

Justitie.

De toelichting bij artikel 23, bladzijde 117 van het stuk n^o 393, getiteld : Wetsontwerp waarbij regelingen toegestaan en bijcredieten verleend worden aan de Algemeene Begrooting voor 1919, luidt als volgt :

« *Achterstallige uitgaven.* — Het tekort is te wijten aan de prijsstijging van het papier in onvoorziene verhoudingen en aan het steeds toenemend belang van de officieele uitgaven. »

De toelichtingen bij de artikelen 3 (bl. 112), 11 (bl. 114), 15 (bl. 115) van hetzelfde stuk wijzen ook op de prijsvermeerdering der druk- en papierkosten.

Dit is eene der redenen van de bijcredieten.

In dit opzicht stel ik het volgende feit vast :

« De *Moniteur* drukt het *Bulletin mensuel du commerce spécial de la Belgique avec les pays étrangers* (omslag) met de vermelding : Eerste vier maanden der jaren 1919-1920.

» Onderaan het blad (blauwe omslag) staat de melding : Mei 1920. »

Dit stuk wordt echter onder een anderen vorm rondgedeeld aan al degenen die de *Moniteur* ontvangen. Dit is dus eene dubbele uitgave.

Op te merken valt dat de *Moniteur* aan talrijke ambtenaren wordt verstrekt.

Zou, wat dezen betreft, de ronddeeling van dit stuk niet dienen te worden beperkt tot sommige diensten waar het kan bewaard en geraadpleegd worden?

Dezelfde aanmerking geldt voor de bijlagen van de *Moniteur*, behelzende de akten der vennootschappen.

*
* * *

Stukken der Kamers op het formaat van de *Moniteur* gedrukt.

Komt deze uitgave niet te laat?

Men zegt mij dat van den zittijd 1919-1920 nog niets verschenen is.

Het gevolg er van is dat die stukken hun belang verliezen.

Zou men daarin geen wijziging kunnen brengen en zich tevreden stellen met de parlementaire stukken op bevel van de Kamer gedrukt? Deze stukken zijn ter beschikking van het publiek.

De drukker, waarmede de Kamer een overeenkomst sloot, moet die stukken krachtens dezelfde leveren.

*
* * *

De uitgegeven parlementaire documenten, zooals zij het nu zijn, zijn het in beperkte hoeveelheid.

Buitenlandsche Zaken.

Niets opvallends aan te merken. De meeste bijcredieten dienen om te voorzien in de weddeverhoogingen, de betaling der achterstallige rekeningen of der zendingskosten. Het stijgen van den wisselkoers speelt een tamelijk groote rol in de verhooging der in het buitenland te betalen wedden.

Een duister punt dient te worden aangestipt : het heeft betrekking op de noodige credieten om aan de diplomatische ambtenaren eene korting van 5 t. h. terug te betalen die hunne wedden gedurende den oorlog ondergingen. De nota's, aan de Kamer voorgelegd, verklaren den juisten omvang van deze verrichtingen niet.

Bij de *uitzonderlijke uitgaven*, artikel 28, wordt een crediet van 600 duizend frank aangevraagd voor betaling, aan de agenten van den buitendienst, van vergoedingen wegens oorlogsfeiten.

Het woord « oorlogsfeiten » schijnt niet juist gebruikt. Het maakt het artikel onverstaanbaar. Meer uitleg ware te wenschen.

Binnenlandsche Zaken.

Geene aanmerkingen.

Wetenschappen en Kunsten.

De door dit Departement aangevraagde credieten behoeven bijna geen toelichting.

Buiten enkele geringe terechtwijzingen die bij elk diensjaar noodzakelijk voorkomen, hebben de meeste uitgaven ten doel te voorzien in de vermeerdering van lasten, welke de algemeene toestand op het personeel doet drukken.

Behalve de noodzakelijkheid in den toestand van het personeel te voorzien, is de meest belangrijke post die der uitgaven voor de herstelling der Hoogescholen te Gent en Luik die zwaar te lijden hadden van den doortocht der vijanden. Deze uitgaven billijken zich zelf. Een gedeelte zal door de gemeenten dienen terugbetaald te worden.

Bij artikel 11 wordt een crediet van 8,000 frank aangevraagd voor saldo der onderzoekingen van het Internationaal Instituut voor Seismologie, daar de overeenkomst in 1916 werd opgezegd. Het ware van belang te weten, gelet op het groote nut van die opzoekingen, of zij onder geen anderen vorm zullen worden hervat.

Landbouw.

Voor de normale uitgaven van het jaar 1919 vraagt het Departement van Landbouw, op de gewone begrooting, bijkredieten voor een gezamenlijk bedrag van fr. 131,656.85, wat minder dan 1 t. h. is van het totaal der op de Begrooting voorziene uitgaven.

Deze som van fr. 131,636.85 wordt verdeeld over een tiental posten en is bijna voor elken post te billijken door wed.leverhoogingen en voor enkele andere door de algemeene prijs-stijging. Het overigens gering cijfer van fr. 1,779.99, bij artikel 23 aangevraagd (Internationaal Landbouwinstituut), maakt het saldo uit van België's bijdrage.

Bij de uitzonderlijke uitgaven, dient het crediet van 60,000. frank voor het Landbouw instituut aangevraagd, om te voorzien in de inrichtingskosten die de prijsstijging in de ons bekende buitengewone verhouding heeft doen toenemen. Het is waarschijnlijk dat dit bijcrediet nog niet toereiken zal zijn.

* * *

Wat betreft de achterstallige uitgaven, is het aangevraagde totaal bijcredieten merk.lijk hooger. Het bedraagt 2,962,515 frank.

Wanneer de Begrooting voor 1919 door het Bestuur werd opgemaakt, was onze Regeering ternauwernood sedert twee maanden teruggekeerd. De verschillende diensten waren nog niet heringericht, de bescheiden en inlichtingen met betrekking tot den bezettingstijd ontbraken gedeeltelijk. Te midden der grootste moeilijkheden werd de Begrooting dus opgemaakt en het ware onbillijk, zoo men aan de ambtenaren, die er mede belast waren, geen welverdiende hulde bracht.

Sporen van dien toestand zijn te bespeuren in de bewoordingen van de redenen der aangevraagde credieten. Inderdaad eene reeks artikelen hebben betrekking op schuldvorderingen en leveringen die nog niet waren vastgesteld op het oogenblik van het opmaken van de Begrooting.

In dien zin kunnen wij wijzen, bij artikel 40, op den post van 605,000 frank door het Bestuur der Staatspoorwegen en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen geveegd voor vervoer in 1913 en 1914. De omstandige opsomming dezer uitgaven werd slechts onlangs aan het Departement van Landbouw overgemaakt.

De overige achterstallige uitgaven kunnen in twee klassen worden gerangschikt :

1^o Uitgaven voor wedden, duurtelbijslag, enz.;

2^o Uitgaven voor leveringen, werken, onderstand, enz.

1. *Uitgaven voor wedden, duurtelbijslag, enz.* — Vooreerst dient te worden opgemerkt dat voor de maanden November en December 1918 eene reeks wedden niet werd voorzien, met name die van den Minister.

Deze leemte diende aangevuld of liever geregeld te worden, want de wedden werden uitbetaald.

Vervolgens werden vele andere wedden, van tijdens den oorlog, gevorderd. Deze schuldvorderingen werden juist bevonden en vereffend. Hier nog hebben de aangevraagde credieten ten doel, den toestand te regelen. Artikel 35, namelijk 387,000 frank.

Ten slotte werden in den loop van 1919, dat wil zeggen na het opmaken van de Begrooting, tegemoetkomingen voor levensduurte met terugwerkende kracht toegestaan. Dit is het geval met artikel 54, 290,000 frank.

2. *Tweede reeks.* — In deze reeks moet het crediet van 535,000 frank worden gerangschikt, bij artikel 10 aangevraagd.

Het betreft hier de vergoedingen voor rundvee en varkens, op bevel der overheid in 1914 afgemaakt, en de toelagen aan de provinciën beloofd en die voor den bezetting-tijd verschuldigd bleven. Bij de artikelen 37, 38, 39 en 53 eischt het Bestuur ongeveer 222,000 frank om de voorschotten terug te betalen, die door de ontvangers der registratie en domeinen werden gedaan.

Het onderzoek der afzonderlijke artikelen geeft geen aanleiding tot aanmerking.

Openbare Werken.

Evenals de andere Departementen, vraagt het Ministerie van Openbare Werken bijcredieten die, zegt men, noodig zijn om achterstallen te betalen en om de credietverhoogingen te regelen die het gevolg zijn van de prijsstijging van de grondstoffen en den handenarbeid. Verschillende bijcredieten schijnen overdreven.

Bij artikel 11 van hoofdstuk 2 der Begrooting van Openbare Werken : burgerlijke gebouwen, vroeg het wetsontwerp houdende de Algemeene Begrooting van ontvangsten en uitgaven, 4 miljoen frank voor de normale uitgaven en 2 miljoen frank voor de oorlogsuitgaven. Men vroeg daarbij 2,800,000 frank voor de normale uitgaven, hetzij eene vermeerdering van 70 t. h.

Bij de artikelen met betrekking tot het personeel zijn de verhoogingen belangrijk, namelijk voor het hulppersoneel waarvoor de Begrooting 5,665,000 frank vroeg; het voorgestelde bijcrediet bedraagt 2,295,000 frank voor de normale uitgaven, daarbij 2,511,500 frank voor de achterstallige uitgaven.

Voor de wachtgelden der beschikbaar gestelde beambten voorzag men 10,000 frank en men vraagt er 40,000 bij; voor de hulpelden, bij gemis van pensioen betaald, voorzag de Begrooting eene uitgave van 10,000 frank en men vraagt een bijcrediet van 60,000 frank.

Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

De aangevraagde credieten worden gebillijkt :

1° Door de voortdurende stijging van den prijs der verschillende voorwerpen van het materieel, die de ramingen ver te boven ging, welke tot grondslag dienden bij de berekening van het bedrag van de credieten;

2° Omdat geen rekening werd gehouden, bij de raming van de aangevraagde credieten om de achterstallige uitgaven te vereffenen (opmaken van de Begrooting voor 1919), met de talrijke betaalbrieven, tijdens de Duitse bezetting uitgegeven en die, ofschoon door het Rekenhof gevisceerd, aan de belanghebbenden niet konden worden uitbetaald;

3° Op het oogenblik dat het ontwerp van Begrooting werd opgemaakt, bezat het Departement al de noodige bewijsstukken nog niet;

4° Door de weddeverhooging aan het personeel verleend na het indienen van het ontwerp tot Begrooting;

5° Wegens de sommen bestemd tot terugbetaling van de ter sluik gedane voorschotten op de wedden van het personeel van het Departement.

De eigenlijke uitgaven van het dienstjaar bedragen . . fr. 1,011,150 »

De achterstallige uitgaven (oorlogsrekening). 1,434,250 »

Bij het hoofdstuk der buitengewone uitgaven wordt een bijcrediet aangevraagd van fr. 9,270,873.62 voor regeling van voorschotten aan de Schatkist wegens levering van levensmiddelen in 1918.

Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

De Begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien voor 1919 bedroeg :

Normale lasten fr. 454,509,160 »

Oorlogslasten 497,136,972 »

Achterstal op oorlogsrekening. 853,473,782 »

De aangevraagde bijcredieten bedragen :

Normale uitgaven 80,041,803 »

Oorlogsuitgaven 31,579,169 »

Achterstallige uitgaven 951,000 »

De bijcredieten voor normale uitgaven zijn verdeeld als volgt :

Hoofdbestuur 39,000 »

Gemeenschappelijke diensten, wegen en werken, trekdienst
en materieel, vervoerdienst, ontvangsten en contrôle . . . 66,675,925 »

Zeewezen 511,363 »

Posten, telegrafien, telefonen 12,665,517 »

Wachtgelden 25,000 »

De bijcredieten voor oorlogsuitgaven. fr. 31,539,169 »
worden in drie groote posten samengevat :

Herstelling en vernieuwing van het materieel	fr. 28,773,430 »
Arbeidsloonen	1,500,000 »
Bedrijfskosten	1,250,000 »
Varia	13,719 »
TOTAAL.	fr. 31,539,169 »

Het is de Begrooting die de grootste bijcredieten aanvraagt.

Dit bijcrediet van meer dan 80 millioen dient voor 7/8 tot verhooging der loonen en wedden toegestaan in den loop van het dienstjaar.

De credieten, voor de overige posten aangevraagd, schijnen ons normaal.

Het is echter opvallend dat eene totale uitgave van 3,600,000 frank voorzien werd op de Begrooting 1919, hoofdstuk II, voor drukwerk, tarieven, reis-kaarten, kantoorbehoefden en dat een bijcrediet van 4,000,000 frank gevraagd wordt, dus meer dan het crediet dat op de Begrooting voorkomt.

Al is de prijs van het papier in de ons bekende verhouding gestegen, toch schijnt ons een bijcrediet, dat hooger is dan de uitgave op de Begrooting voorkomend, overdreven.

Koloniën (Moederland).

De Begrooting der Koloniën voor 1919 bedroeg :

Gewone uitgaven	fr. 1,430,304 »
Uitzonderlijke uitgaven	100,000 »
TOTAAL.	1,530,304 »

De aangevraagde bijcredieten bedragen :

Voor de gewone uitgaven	fr. 148,163 98
Voor de uitzonderlijke uitgaven	14,000 »
TOTAAL	fr. 162,163 98

Deze credieten worden geheel besteed aan de weddeverhoogingen in den loop van het dienstjaar verleend.

Zij geven geen aanleiding tot aanmerkingen.

Financiën.

De meeste aangevraagde credieten voor de normale uitgaven hebben betrekking op weddeverhoogingen met terugwerkende kracht verleend en waarvoor de noodige sommen niet op de Begrooting voor 1919 konden worden geschreven.

Zij dienen dus te worden goedgekeurd.

De credieten voorzien voor de betaling der achterstallige uitgaven nopen ons tot enkele aanmerkingen.

Bij artikel 3, namelijk, komt eene som van 920,000 frank voor wegens achterstallige uitgaven van het Belgisch Bestuur te Le Havre, waarvoor — zegt men — de bewijsstukken nog niet werden verzameld.

Het ware aldus van belang te weten hoe die som van 920,000 frank werd bepaald alvorens voor het aangevraagde crediet te stemmen.

Bij artikel 20 staat een crediet van 1,700,000 frank vermeld voor vergoedingen aan de beambten die zich hebben onderscheiden bij het opsporen van bedrog en voor vergoedingen met betrekking tot het bepalen van de nieuwe belastingen voor het tijdperk 1914-1918.

Geldt het hier de beambten te beloonen die hebben medegelolpen aan het toepassen van de belastingen, door de Duitschers ingevoerd?

Op dit punt achten wij enkele verklaringen noodig.

Onder voorbehoud daarvan, dient de bijkomende Begrooting voor Financiën goedgekeurd.

Vraag.

Bij artikel 20 komt eene som van 1,700,000 frank voor, tot betaling van vergoedingen aan beambten die zich hebben onderscheiden bij het opsporen van bedrog en het bepalen van de nieuwe belastingen van 1914 tot 1918.

De Minister gelieve ons te zeggen of het hier de toepassing geldt van de belastingen, door de Duitschers ingevoerd?

Antwoord.

De toelichtingen tot de tabellen, bij de Begrooting gevoegd, sommen de uitgaven op, die te dekken zijn door de credieten bij artikel 20; men kan zien dat zij hoofdzakelijk betrekking hebben op vergoedingen verleend aan dwangbevel dragers belast met vervolgingen in zake rechtstreeksche belastingen, aan de commiezen der accijnzen die voor opdracht hebben het bedrog op te sporen en de fabrieken te bewaken waarvan de producten aan accijnsrechten onderhevig zijn, aan de tolbeambten belast met de verificatie der koopwaren en het toezicht op den invoer, en aan het personeel van het kadaster voor het bijhouden van de kadastrale bescheiden. Het moge oude of nieuwe belastingen gelden, de toekenning van deze vergoedingen geschiedde krachtens juiste regelen en tarieven, door de van kracht zijnde reglementen bepaald.

Vraag.

De bijkomende Begrooting van Financiën vermeldt bij artikel 5 eene som van 920,000 frank voor betaling van achterstallen van het Belgisch bestuur te Le Havre, waarvoor de noodige bewijsstukken nog niet verzameld werden.

Kunt u ons enkele inlichtingen geven over de wijze waarop deze som van 920,000 frank werd bepaald?

Antwoord.

Geene toelage werd bij artikel 5 van de oorspronkelijke Begrooting van Financiën voorzien voor achterstallige rekeningen.

De geboekte uitgaven bedragen tot heden 730,000 frank.

Bij dit cijfer dient eene som van 170,000 frank te worden gevoegd voor vereffening van achterstallige uitgaven, grootendeels met betrekking tot het Belgisch bestuur te Le Havre en namelijk voortspruitende uit den aankoop van bestuurlijk materieel en drukwerk, vervoer en onderbrenging in Frankrijk van de documenten en archieven van de bewaarders der hypotheeken en de registratiekantoren van het onbezette gedeelte des lands en de latere verzending van die stukken naar hunne plaatsen van herkomst, benoodigdheden voor het onderhoud en van de motorrijtuigen, enz.

Economische Zaken.

Geene aanmerkingen.

Onwaarden en Terugbetalingen.

Wij vinden bij artikel 4^{bis} eene som van 500,000 frank, voorzien voor de toepassing van de bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.

Wij meenen dat dit artikel niet moet voorkomen bij de Onwaarden, maar wel op de Begrooting van Financiën.

Buitengewone uitgaven.

Ministerie van Justitie. — De artikelen 2, 4 en 7 slaan op normale uitgaven der vorige dienstjaren.

Artikel 5 bedraagt sommen ter betaling van de bijkomende materialen, door de geniediensten van het Belgisch leger aan de interneeringskampen verstrekt.

Bij artikel 9, bedraagt het aangevraagde bijcrediet 650,000 frank voor den Centralen Belgischen Krijgsgevangendienst. Terugbetaling der voorschotten tot vereffening der hulpelden aan de teruggekeerde burgerlijke gevangenen.

Artikel 44^{bis} — 406,000 frank voor den aankoop van een huis voor bureelen bestemd — lokt eene aanmerking uit. De aandacht van de Regeering moet andermaal gevestigd worden op het groot getal gebouwen die sedert den oorlog aangekocht of gehuurd werden voor de uitbreiding van de diensten van het Hoofdbestuur. De Commissie voor de bezuinigingen zal zich met dien toestand moeten onledig houden.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken. — Het eenig aangevraagde crediet heeft betrekking op uitgaven, die in 1918 werden gedaan voor de diensten van terugkeer der vluchtelingen.

Ministerie van Openbare Werken. — Artikel 46 heeft betrekking op uitgaven van de vroegere dienstjaren. Artikel 49 bedraagt een crediet van 65,000 frank; de kosten der herstellingswerken van de Nationale Schietbaan gingen de ramingen te boven.

Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. — Het zeer hooge aangevraagde crediet (fr. 9,270,873.42) is bestemd tot regeling van voorschotten voor levering van levensmiddelen in 1919.

Ministerie van Spoorwegen. — De uitvoering van de overeenkomst, op 3 October 1919 tusschen de Belgische en Britsche Regeeringen gesloten, vergt een crediet van 46,450,000 frank. Het betreft den afstand, aan onzen Binnenlandschen vervoerdienst te water, van 50 sleepbooten, 4,117 lichters en 13 motorsloepen.

Ministerie van Financiën. — Een crediet van 10,000 frank voor de geschiktmaking van gronden voortkomende van de slooping der vestingen, bestemd tot de betaling van uitgaven in verband met vroegere dienstjaren.

Geen andere aanmerkingen zijn er te maken met betrekking tot de aangevraagde bijcredieten

Behoudens bovenstaande aanmerkingen stellen wij u voor, Mijne Heeren, het u voorgelegd wetsontwerp volkomen goed te keuren.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.